

Le fédéralisme

La fondation des Etats-Unis d'Amérique et la naissance du fédéralisme

De toute antiquité, ont existé des tentatives de créer des unions parmi différents Etats. Mais c'est en Amérique du Nord, avec la Convention de Philadelphie en 1787, que fut mise en œuvre la première constitution fédérale de l'Histoire. Elle résulta d'un compromis entre ceux qui souhaitaient s'unir dans un Etat unique et ceux qui penchaient pour la préservation de la souveraineté absolue des treize colonies qui venaient d'acquérir leur indépendance de la mère patrie. La constitution fédérale représentait un heureux compromis car, ainsi que Alexander Hamilton le reconnut

A. HAMILTON

LES MAUX DE LA DIVISION

Espérer le maintien de l'harmonie entre plusieurs Etats indépendants et voisins, ce serait perdre de vue le cours uniforme des événements humains et aller contre l'expérience des siècles.

THE FEDERALIST, 1788

immédiatement, elle permettait la fondation d'un gouvernement représentatif dans une région composée de nombreux Etats, permettant ainsi l'unité dans la diversité. Par le système fédéral les citoyens étaient représentés par la Chambre des Représentants

I. KANT

LE FÉDÉRALISME ET LA PAIX

...on ne peut pas avoir la paix sans une fédération de peuples, dans laquelle chaque Etat, même le plus petit, puisse faire assurer sa sécurité et ses droits non pas par sa propre puissance ou sa décision, mais par cette grande fédération de peuples, une force collective traduisant la volonté commune.

IDÉE D'UNE HISTOIRE UNIVERSELLE D'UN POINT DE VUE COSMOPOLITIQUE, 1784

tandis que les Etats pouvaient défendre leurs intérêts spécifiques au Sénat. Le gouvernement fédéral avait compétence en matière de politique étrangère et commer-

ciale, les Etats gardant toutes les autres compétences.

Avec l'union fédérale, les citoyens américains connurent une extraordinaire expansion économique et surtout évitèrent les conflits et les guerres qui continuaient à ravager les grandes puissances européennes ainsi que les pays, comme ceux d'Amérique du Sud, qui, après avoir gagné leur indépendance, furent dans l'incapacité de réussir une union politique.

Fédéralisme, cosmopolitisme et nationalisme

Au moment où les colonies américaines prenaient le chemin de l'indépendance et de l'union, le philosophe Emmanuel Kant soutenait que, tant que les Etats vivront dans un état d'anarchie, comme les individus à l'état naturel, seule la guerre, et non pas la loi, leur permettrait d'obtenir raison en dernier ressort. Il n'y aura pas en conséquence de véritable droit international tant que les Etats n'abandonneront pas leur statut de liberté illimitée et accepteront une constitution fédérale commune, c'est-à-dire un gouvernement doté de pouvoirs suffisants pour assurer la paix universelle et l'indépendance de chaque Etat.

Le caractère cosmopolite du fédéralisme, qui est implicite dans la constitution américaine et explicite dans la pensée politique de Kant, fut cependant immédiatement étouffé par la montée irrésistible du nationalisme. Les conditions historiques devant amener le fédéralisme à devenir un projet universel n'existaient pas à cette époque. La Révolution Française affirma le modèle de l'Etat-nation souverain, centralisé et enfermé dans des frontières sécurisées, qui fut universellement adopté.

L'Etat-nation étouffe l'autonomie locale et les minorités ethniques. Le nationalisme conçoit les relations entre Etats comme rapports entre puissances faisant valoir leurs intérêts au moyen de la force des armes et exigeant l'absolue loyauté des citoyens, jusqu'au sacrifice suprême de leur vie. Le

nationalisme est la traduction politique de la division du genre humain, il prône la haine des étrangers et exalte et justifie la violence. Le nationalisme est l'idéologie politique qui a conduit l'Europe et le monde

P.J. PROUDHON

ÉTAT-NATION ET CENTRALISME

Le sentiment national est inversement proportionnel à l'extension de l'Etat. Comme ce dernier incorpore graduellement de nouveaux territoires il se dénature progressivement. Ce sera une des causes de la dissolution de l'Etat. La nationalité restreint les sentiments et l'esprit. L'agglomération les élargit. La nation française est actuellement composée d'au moins vingt nations distinctes dont le caractère, observé dans les villes et à la campagne, est encore fortement défini ... Le Français est un être de convention, il n'existe pas en tant que tel. Ce que l'on aime représenter dans des romans, des pièces, des caricatures, qu'il soit soldat ou cuisinier, coiffeur ou voyageur de commerce, n'est qu'une plaisanterie. Une nation aussi grande ne peut subsister que par la force. C'est avant tout la raison d'être d'une armée permanente. Enlevez à l'administration et à la police centrale cet appui et la France tombera dans le fédéralisme. Les considérations locales prédominent.

FRANCE ET RHIN, 1867

dans les tragiques épisodes du nazisme et fascisme et à la guerre totale.

Le Fédéralisme européen

Pendant la résistance commencèrent à se former spontanément dans tous les pays européens – dans les prisons, dans les camps ou dans la clandestinité – des groupes d'opposants qui proposaient de reconstruire une Europe pacifiée, excluant toute haine ou frontière raciale. L'idée de fédération européenne, considérée au 19^{ème} siècle comme un noble idéal, devint alors un projet politique concret. Le Manifeste de Ventotene (1941) mit en avant la « ligne de partage entre le progrès et la réaction », entre ceux qui considèrent une fédération

européenne comme la priorité du combat politique et ceux qui continuent à penser que les valeurs de liberté et de justice sociale peuvent s'épanouir dans l'Etat-nation. Ces raisons furent à l'origine de la fondation du *Movimento Federalista Europeo* en Italie.

Durant l'après-guerre, les gouvernements européens ne furent plus capables d'assurer seuls à leurs citoyens tant l'indépendance économique que la sécurité. Le renforcement de l'unité européenne parut être la seule option raisonnable et l'action fédéraliste devint possible. Dès 1950, grâce aux courageuses initiatives de Jean Monnet et Altiero Spinelli, les gouvernements européens prirent progressivement le chemin de l'union politique. Aujourd'hui, après bien des années de combat, défaites et succès, les fédéralistes européens doivent engager la bataille décisive. Après la guerre froide, avec l'élection directe du Parlement Européen et la création de la monnaie unique, l'Europe est désormais placée devant un choix crucial : soit une union fédérale dans la perspective de création d'un monde interdépendant, pacifique et solidaire, soit le retour aux divisions, nationalismes et démons du passé.

Le Fédéralisme et les idéologies traditionnelles

L'expérience des mouvements fédéralistes, qui furent et continuent à être totalement indépendants des partis nationaux, démontre que le fédéralisme est une idéologie qui nourrit une nouvelle forme de comportement politique. Comme Mario Albertini l'a soutenu, le fédéralisme est une « pensée politique active » qui comporte un aspect de valeur, celui de la paix universelle, telle que définie dans la pensée politique de Kant, un aspect structurel, à savoir la théorie de l'Etat fédéral, et un aspect socio-historique, l'état de développement correspondant à une société pluraliste ouverte aux relations interdépendantes.

Le fédéralisme entretient une relation critique avec les idéologies traditionnelles. Le fédéralisme ne s'élève pas contre le libéralisme, la démocratie et le socialisme. Cependant il affirme que les grandes valeurs de liberté, égalité politique et justice

sociale ne peuvent valoir que pour les seuls citoyens d'un Etat-nation. En acceptant une telle limitation, les idéologies traditionnelles

M. ALBERTINI

FÉDÉRALISME, IDÉOLOGIES TRADITIONNELLES ET INTERNATIONALISME

L'histoire du fédéralisme européen n'est rien de plus que l'histoire de la manifestation de la contradiction entre l'affirmation de la démocratie dans le contexte national et sa négation dans le contexte international. Cela revient à dire que le fédéralisme européen, à partir de la révolution française, est un aspect de l'histoire européenne, beaucoup plus large qu'on le pense souvent (même avec imprécision, comme pour toutes les tendances historiques qui n'ont pas encore atteint la maturité), dans lequel, à côté d'une aventure de la pensée débutée, au point de vue philosophique, avec Kant, s'est lentement déroulée la composante universelle des grands courants révolutionnaires. Il en est ainsi du libéralisme pour les droits des citoyens, de la démocratie pour les droits des peuples et du socialisme pour les droits socio-économiques des populations.

Ces trois grandes idéologies, qui ont graduellement donné à l'Etat-nation un contenu démocratique et social, ont de facto contenu dès le début un élément de fédéralisme, même si la prise de conscience en a été altérée par la confusion théorique du fédéralisme avec son opposé, l'internationalisme, qui confie aux dirigeants plutôt qu'au peuple la solution des problèmes internationaux.

LES RACINES HISTORIQUES ET CULTURELLES DU FÉDÉRALISME EUROPÉEN

ont implicitement subordonné leurs idéaux à la raison d'Etat, allant même jusqu'à trahir, comme pendant les deux guerres mondiales, la solidarité internationale qui unissait les libéraux, les démocrates et les socialistes de tous les pays. Ce n'est qu'à travers le fédéralisme que peuvent être affirmées les valeurs du libéralisme, de la démocratie et du socialisme dans un monde sans frontières.

Les deux polarités du fédéralisme

Le fédéralisme s'étend entre deux polarités idéales, le cosmopolitisme et le com-

munautarisme.

La dimension nationale de l'Etat est aujourd'hui inadéquate non seulement pour affronter les grands problèmes de notre temps dont l'étendue est globale, mais aussi pour garantir aux citoyens une participation effective à la vie de l'Etat et à l'aménagement du territoire. Particulièrement en Europe, où le processus d'intégration a atteint un niveau très avancé, il est clair que l'Etat-nation doit céder des responsabilités à la fois vers le haut (au gouvernement européen) et vers le bas (à des plus petites communautés territoriales, comme les régions et les districts).

Le fédéralisme permet d'organiser démocratiquement les relations entre différentes communautés territoriales, des niveaux les plus bas, comme les districts, aux niveaux toujours plus hauts : régionaux, nationaux, continentaux. Il est ainsi possible, à travers l'union de différentes fédérations continentales, d'envisager ultérieurement un gouvernement mondial démocratique. La subdivision des pouvoirs aux différents niveaux de gouvernement doit respecter les principes de subsidiarité, car il faut résoudre les problèmes au plus haut niveau dans le seul cas où il est impossible de le faire de façon satisfaisante à un niveau plus proche des citoyens. Il en est de même pour la solidarité territoriale car les habitants des régions plus riches doivent partager avec ceux des régions plus pauvres les efforts destinés à atteindre un plus haut niveau de prospérité.

Cependant, le combat des communautés locales pour obtenir une plus grande autonomie risque, dans l'actuelle situation de l'Europe encore partagée entre unité et division, de se transformer en tragédie, quand les exigences d'indépendance s'accompagnent de micro-nationalisme, comme en témoigne la situation dans l'ex Yougoslavie. Une aspiration vers l'autonomie n'est un progrès que dans le cas où elle reconnaît la priorité politique de dépasser la dimension nationale de la vie politique, car tant que les peuples seront forcés de régler leurs relations internationales par la force des armes, les raisons ayant fondé dans le passé la centralisation et la bureaucratie de l'Etat demeureront.